

LA CELLULE DE TRAITEMENT DU RENSEIGNEMENT FINANCIER (CTRF)
CHANGE DE PRÉSIDENT

Dans l'attente d'un bilan conséquent

Depuis le 24 avril dernier, la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) — rattachée au ministère des Finances — a changé de président. Abdelmadjid Amghar n'aura fait qu'un mandat, alors que l'article 10 du décret exécutif n°02-127 du 7 avril 2002 portant création, organisation et fonctionnement de la CRTF mentionne que le mandat du président est de 4 ans, renouvelable une seule fois. La décision de fin de fonctions est muette sur le devenir d'Abdelmadjid Amghar : ni mise à la retraite ni appelé à d'autres fonctions.

Est-ce une sanction pour celui qui, avant de diriger la CRTF, a été chef de l'Inspection générale des finances pendant 6 ans ? Muté du ministère de l'Habitat où il était en charge de la commission des marchés publics, puis sous-directeur, il avait atterri au ministère des Finances, à la direction générale des impôts.

A la CRTF, il est remplacé par Abdenour Hibouche, directeur d'études à la direction générale des impôts au ministère des Finances. Créée en 2002, la CRTF a mis beaucoup de temps à démarrer, comme tout organisme «imposé» à l'Algérie par des conventions ou des organisations internationales. En l'occurrence, il s'agit de la Convention des Nations unies de décembre 2000 — dite de Palerme — contre la criminalité transnationale organisée (suite à résolution 55/25 de l'Assemblée générale de l'ONU du 15 novembre 2000), et ratifiée par l'Algérie en 2002. L'article 7 de cette convention qui traite des «mesures de lutte contre le blanchiment d'argent», précise notamment que chaque État-partie institue un régime interne complet de réglementation et de contrôle des banques et institutions financières non bancaires, ainsi que, le cas échéant, des autres entités particulièrement exposées au blanchiment d'argent, dans les limites de sa compétence, afin de prévenir et de détecter toute forme de blanchiment d'argent, lequel régime met l'accent sur les exigences en matière d'identification des clients, d'enregistrement des opérations et de déclaration des



Photo : D. R.

opérations suspectes. Toujours selon le même article, chaque État-partie «s'assure... que les autorités administratives, de réglementation, de détection et de répression et autres, chargées de la lutte contre le blanchiment d'argent (y compris, quand son droit interne le prévoit, les autorités judiciaires) sont en mesure de coopérer et d'échanger des informations aux niveaux national et international, dans les conditions définies par son droit interne et, à cette fin,

envisage la création d'un service de renseignement financier qui fera office de centre national de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations concernant d'éventuelles opérations de blanchiment d'argent».

Absence de volonté politique à lutter contre le blanchiment d'argent

La mission de la CRTF étant donc définie par cette convention,

des recommandations édictées par le Gafi —Groupe d'action financière rattaché à l'OCDE, et chargé du suivi de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au niveau international — servent de ligne de conduite. Il est utile de préciser que l'Algérie n'a jamais été, et n'a jamais voulu être, un membre à part entière du Gafi : elle fait partie, en traînant la patte et pas de manière assidue, du «Gafi-Maghreb-Moyen-Orient» qui a seulement un statut de membre observateur du Gafi. Ce peu d'engagement traduit l'absence de volonté politique du pouvoir algérien à lutter réellement contre le blanchiment d'argent, ce qui explique le bilan désastreux de la CRTF, pour ne pas dire son échec. D'ailleurs créée en 2002, la CRTF n'a commencé à activer, et très timidement, qu'à partir de 2004, son règlement intérieur n'étant paru qu'en... 2007 ! Mais alors, à quoi sert la CRTF ?

A pas grand-chose au plan interne, mais surtout à faire croire aux «partenaires» occidentaux que l'Algérie a l'intention de lutter contre le blanchiment d'argent. Résultat : le blanchiment, la fuite des capitaux, l'évasion fiscale, la fraude sociale et l'économie souterraine sont en train d'exploser.

Quant au bilan de la CRTF, il n'est pas besoin de disserter davantage pour en savoir plus : il suffira aux lecteurs d'aller jeter un coup d'œil à son site web — <www.mf-ctrf.gov.dz> —, pour

être fixé : quelle misère, quelle indigence ! Le site est vide, creux, poussiéreux : circulez, il n'y a rien à voir, ni à faire valoir. La «Lettre du président du conseil de la CRTF» n'existe plus... si elle a déjà existé. A la rubrique «Qui sommes-nous ?» : rien. A la rubrique «Faire une déclaration de soupçon» : rien.

Dans une des dernières interviews du président sortant de la CRTF — datée du 15 mai 2008 —, on y découvre quelques chiffres édifiants quant au bilan désastreux de la CRTF : «En 2005, il y a eu 11 déclarations de soupçon, en 2006, 36 déclarations, l'année suivante a enregistré un nombre de 77 déclarations, et au cinquième mois de l'année en cours, 2008, nous sommes déjà à 66 déclarations. Alors sur un total de 166, deux dossiers ont été transmis à la justice. Le 2° est en cours de traitement au tribunal de Chéraga.» A la question suivante : «Avez-vous déjà une estimation sur tout cet argent qui circule hors circuit bancaire ?» la réponse du président de la CRTF se passe de commentaire : «A peu près 40% du PIB est dans l'informel. Mais encore une fois, ce n'est qu'une estimation, car, faute de maîtrise, nous ne pouvons pas avoir de chiffres.

Pour revenir à ces opérateurs, ils continuent à vivre et à s'enrichir dans l'illégalité.» Et il est fort à parier que le changement de président de CRTF n'y changera pas grand-chose.

Djilali Hadjadj

L'OCDE LANCE L'INDICE «BIEN-ÊTRE»

Travail, revenus, équilibre entre vie professionnelle et vie privée... Onze critères ont été retenus

Indicateur objectif mais imparfait des performances économiques d'un pays, le produit intérieur brut (PIB) a désormais son pendant subjectif, cible sur le bien-être et le progrès social : l'indice «vivre mieux», élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Cet outil, censé permettre à chaque citoyen des trente-quatre États membres de l'institution de mesurer et de comparer ses conditions de vie, a été lancé le mois dernier, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'OCDE. Il s'articule autour de onze critères tels que le logement, l'environnement, le sentiment de bien-être ou l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle. L'OCDE était jusqu'ici davantage connue pour ses statistiques économiques et financières sur la base desquelles elle adresse

conseils et recommandations aux gouvernements. D'autres économistes et institutions ont tenté d'élaborer des outils capables de mieux prendre en compte le progrès économique et social.

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a ainsi créé l'indice de développement humain (IDH). Mais celui-ci s'adresse surtout aux pays en développement, avec des critères, comme l'espérance de vie, peu fondamentaux pour les États industrialisés. La méthode de l'indice «vivre mieux» est tout autre.

L'éventail des critères est plus large et mieux adapté aux pays «riches», membres de l'OCDE.

Surtout, «nous n'avons voulu faire aucune moyenne, ne privilégier aucune dimension, explique la statisticienne en chef de l'organisation, qui a

supervisé le projet. Chaque personne compose elle-même son propre indice en fonction de ce qui est le plus important à ses yeux. En mettant, par exemple, l'éducation en tête et l'environnement en dernier».

L'OCDE s'adresse donc moins aux gouvernements et aux chercheurs qu'à un large public désireux d'en savoir plus sur l'efficacité des politiques mises en place pour son bien-être. S'il n'existe pas de palmarès final, les experts ont noté que l'Australie, la Suède et le Canada arrivent en tête pour de nombreux critères.

En queue de peloton : la Turquie et le Mexique. L'institution espère ouvrir bientôt l'indicateur à d'autres pays, en premier lieu les émergents du groupe des BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine.

LSC

COUR DES COMPTES
De nouvelles nominations, mais toujours le même président depuis plus de... 15 ans !

Par décret présidentiel du 24 avril 2011, il est mis fin aux fonctions de président de section à la Cour des comptes, exercées par M. Mohammed-Seghir Mebarki, appelé à exercer une autre fonction. Le même jour par un autre décret présidentiel, M. Mohammed-Seghir Mebarki est nommé rapporteur général à la Cour des comptes.

Quant à l'actuel président de la Cour des comptes, aucun changement : il est en place depuis plus de 15 ans. Pour ce qui est du rapport annuel de cette institution, il n'a toujours pas été publié au *Journal officiel*, alors qu'il s'agit là d'une obligation légale du chef de l'État.

Au lieu de leurrer les citoyens en évoquant d'hypothétiques réformes, que le pouvoir commence par respecter la loi — l'Ordonnance portant création de la Cour des comptes —, notamment l'article faisant obligation de publier le rapport annuel au *Journal officiel*, et par pratiquer l'alternance à des postes aussi sensibles que la présidence de la Cour des comptes.

D. H.